

N° 5312

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal

* * *

(Dépôt: le 18.3.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.3.2004)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs et commentaire de l'article unique.....	3
4) Avis du Collège médical	4
– Dépêche du Président du Collège médical au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (21.1.2004)	4

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal.

Palais de Luxembourg, le 11 mars 2004

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité Sociale,*

Carlo WAGNER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— La loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal, est modifiée comme suit:

1. A l'intitulé les termes „créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal“ sont remplacés par les termes „relative à l'établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg“.
2. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 4:
 - A. L'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante:

„L'établissement est administré par une commission administrative composée de quinze membres effectifs à savoir sept délégués de l'Etat dont deux médecins et un délégué du ministre des Finances, trois délégués de la Ville de Luxembourg, deux délégués de la Fondation Norbert Metz, un délégué du conseil d'administration de l'union des caisses de maladie, deux délégués du personnel du Centre hospitalier dont un médecin et un membre du personnel de soins, administratif, technique ou ouvrier.“
 - B. L'alinéa 3 est remplacé par les dispositions suivantes:

„La présidence de la commission administrative est assumée par un des délégués de l'Etat désigné à cet effet par le ministre de la Santé. En l'absence du président la commission est présidée par le vice-président désigné à cet effet par le ministre de la Santé parmi les délégués de la Ville de Luxembourg, et sur proposition de celle-ci. Le président peut se faire représenter par le vice-président. La commission administrative choisit un secrétaire qui peut être un employé ou un fonctionnaire.“
 - C. L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante:

„Les membres de la commission administrative sont nommés par le Grand-Duc sur proposition par le ministre de la Santé d'une liste de candidats présentés par les ministres concernés pour les délégués de l'Etat, par le conseil communal de la Ville de Luxembourg pour les délégués de la Ville de Luxembourg, par le conseil d'administration de la Fondation Norbert Metz pour les délégués de cette fondation, par le conseil d'administration de l'union des caisses de maladie pour le délégué de l'union des caisses de maladie, par le conseil médical du Centre hospitalier pour le délégué des médecins du Centre hospitalier, par la délégation des ouvriers et la délégation des employés du Centre hospitalier pour le délégué du personnel du Centre hospitalier, conformément aux distinctions établies à l'article 5 ci-dessous.“
3. A l'article 5, au dernier alinéa, à la première phrase, le mot „paramédical“ est remplacé par les mots „de soins“.
4. Au point 5 de l'article 10, il est ajouté un point f) libellé comme suit:

„f) les règles relatives à la composition du conseil médical.“
5. L'article 11 est abrogé.
6. A l'article 12, au premier paragraphe, le terme „paramédical“ est remplacé par les mots „de soins“.
7. A l'article 16, le paragraphe 2 est remplacé par les dispositions suivantes:

„2. le paiement pour prestations hospitalières, médicales et autres.“
8. Entre les articles 26 et 27, il est inséré un nouvel article 26-1 qui prend la teneur suivante:

„**Art. 26-1.** Par dérogation à l'article 9, les médecins agréés par la Fondation Norbert Metz à la date du 31 décembre 2003, peuvent continuer à exercer leur activité médicale à titre d'indépendant et sous statut libéral au Centre hospitalier de Luxembourg.“

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Par arrêté grand-ducal du 3 octobre 2003, pris en vertu des dispositions de l'article 3 de la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal, les services hospitaliers de la Clinique d'Eich, exploités par la Fondation Norbert Metz, sont intégrés et rattachés, avec effet au 1er janvier 2004, au Centre hospitalier de Luxembourg.

Les modalités de ce rattachement, qui trouve sa source dans la politique hospitalière engagée par le gouvernement, ont été précisées dans une convention de collaboration hospitalière conclue en date du 14 juillet 2003 entre l'établissement public Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) et l'établissement d'utilité publique Fondation Norbert Metz.

Le premier objectif du présent amendement vise ainsi à assurer une représentation de la Fondation Norbert Metz au sein de la commission administrative du CHL.

Le présent projet tend à modifier la composition de la commission administrative en augmentant les effectifs actuels qui sont de treize membres, par deux délégués de la Fondation Norbert Metz.

Par conséquent, les membres de la commission administrative, dont le nombre sera porté de treize à quinze unités, se répartissent dorénavant comme suit:

- 7 délégués de l'Etat,
- 3 délégués de la Ville de Luxembourg,
- 1 délégué de l'union des caisses de maladie,
- 2 délégués représentant le personnel du CHL,
- 2 délégués de la Fondation Norbert Metz.

En ce qui concerne la qualification des membres de la commission administrative, la loi du 10 décembre 1975 prévoit que deux délégués de l'Etat et un délégué de la Ville de Luxembourg doivent être médecin. S'il reste tout à fait opportun de vouloir assurer une représentation médicale adéquate au sein de la commission administrative, force est toutefois de constater que cette condition peut s'avérer particulièrement difficile pour la Ville de Luxembourg.

Mais il va de soi que dans l'intérêt du CHL, l'autorité de nomination veillera toujours à assurer, dans la mesure du possible, la meilleure représentation médicale au sein de la commission administrative.

Le présent projet de loi, qui comporte un article unique, divisé en huit points, entend apporter les modifications suivantes à la loi modifiée du 10 décembre 1975 précitée:

Ad 1.

Plutôt que d'alourdir encore davantage l'intitulé de la loi, qui retrace la genèse du CHL, par une mention relative à l'intégration de la Clinique d'Eich, le nouvel intitulé proposé, tourné vers l'avenir, ne se réfère plus qu'au seul Centre hospitalier de Luxembourg.

Comme la Fondation Norbert Metz restera propriétaire, au-delà du 1er janvier 2004, des immeubles bâtis et non bâtis ainsi que des infrastructures hospitalières immobilières, une modification au niveau des deux premiers articles, traitant des terrains et bâtiments, n'est pas nécessaire.

Ad 2.

(A) Afin d'assurer la représentation de la Fondation Norbert Metz au sein de la commission administrative par deux délégués de cette fondation, le nombre des membres composant la commission administrative sera porté de treize à quinze unités. En ce qui concerne les délégués de la Ville de Luxembourg, la condition de l'appartenance au corps médical d'un de ces représentants est abandonnée au profit d'une plus grande flexibilité dans le choix des candidats.

(B) Si la loi du 10 décembre 1975 dispose que tant la présidence que la vice-présidence de la commission administrative sont assumées par un représentant de l'Etat, la présente modification confie la vice-présidence à un délégué de la Ville de Luxembourg, qui pourra non seulement remplacer le président, mais encore représenter celui-ci lors de manifestations officielles.

(C) Etant donné que la Fondation Norbert Metz sera représentée au sein de la commission administrative, le conseil d'administration de cette fondation proposera au ministre de la Santé les candidats qui seront nommés, à l'instar des autres membres, par le Grand-Duc.

Ad 3. et Ad 6.

Afin de tenir compte de la nouvelle terminologie consacrée par la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, le terme *paramédical* est remplacé par les mots *de soins*.

Ad 4.

La modification apportée au point 5 de l'article 10 doit être analysée ensemble avec la modification de l'article 11, que le présent projet se propose d'abroger. En effet, ledit article 11, qui est consacré au conseil médical, charge le pouvoir exécutif de déterminer le mode d'élection, la composition et les attributions du conseil médical. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, l'institution d'un conseil médical représentant les médecins, les pharmaciens et les chefs de laboratoire a été généralisée pour tout hôpital et tout établissement hospitalier spécialisé. Etant donné qu'en vertu d'un règlement grand-ducal du 22 août 2003 pris en exécution de la loi hospitalière (article 30), qui prévoit que chaque établissement doit déterminer dans son règlement général la composition de son conseil médical, l'article 10 de la loi qui traite du règlement général est complété en conséquence. Les dispositions contenues à l'article 11 étant devenues obsolètes depuis l'entrée en vigueur de la loi hospitalière, le présent projet consacre en son point 5. l'abrogation de l'article 11.

Ad 8.

D'après la loi organique du CHL, les médecins engagés par l'établissement hospitalier sont payés forfaitairement. Comme ce principe s'oppose à la reprise par l'établissement public, dans le cadre de l'intégration de la clinique d'Eich, de médecins à statut libéral, le texte du projet de loi prévoit une disposition transitoire qui autorise les médecins agréés par la Fondation Norbert Metz à continuer leur activité médicale au Centre hospitalier.

*

AVIS DU COLLEGE MEDICAL

DEPECHE DU PRESIDENT DU COLLEGE MEDICAL AU MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE

(21.1.2004)

Monsieur le Ministre,

Vous avez soumis au Collège médical pour avis l'avant-projet de la loi mentionnée.

I) Le Collège médical **constate** que d'après la loi modifiée du 10.12.75 ... l'établissement était administré par une commission administrative composée de 13 membres dont 4 devaient être des médecins. Or l'avant-projet prévoit une commission de 15 membres dont ne fait partie obligatoirement qu'un seul médecin: Parmi les 7 délégués de l'Etat il n'est plus fait état de la présence de médecin. Pour les délégués de la Ville de Luxembourg il en est de même. Quant aux 2 délégués de la Fondation Norbert Metz l'obligation de la présence d'un médecin n'est pas non plus mentionnée. Il ne reste donc comme seul médecin de la commission que le délégué des médecins du CHL, choisi par le conseil médical. C'est dire que le rapport non-médecins/médecins de 9:4 pourrait être dorénavant de 14:1. Il est à admettre qu'il en sera de même pour les membres suppléants.

II) Le Collège médical arrive donc nécessairement à la **conclusion** qu'il a été profité de la fusion de la Fondation Norbert Metz avec le CHL pour diminuer le nombre des médecins siégeant dans la commission administrative, malgré une augmentation de son effectif total. Il semble donc que dans l'administration d'une institution aussi importante que prestigieuse que le CHL la profession médicale n'a plus grand-chose à chercher voire que sa présence serait même encombrante. Le Collège médical est choqué par l'hypocrisie de l'exposé des motifs; en effet, il est de notoriété publique que le nombre des

médecins qui se sont installés sur le territoire de la Ville de Luxembourg, a augmenté de façon considérable les dernières années et l'engagement politique des médecins n'a jamais été aussi grand.

Le Collège médical ne peut accepter, que dans une matière aussi sensible que la santé publique, les principaux acteurs, à savoir les médecins, soient de plus en plus écartés des organismes décideurs.

Faut-il rappeler qu'il est indiscutable que seuls des professionnels sont capables de comprendre certains aspects techniques, humains ou éthiques et de prendre de nombreuses décisions concernant l'organisation et le fonctionnement d'un établissement hospitalier.

Faut-il rappeler „la débandade“ dont est frappée à l'heure actuelle l'assistance publique des hôpitaux de Paris qui a été prise en charge par des économistes, des politiques et des juristes.

Le Collège médical encourage les responsables politiques à faire un effort pour s'adjoindre les conseils, le soutien et les recommandations de professionnels de santé ayant prouvé leurs compétences et leur dévouement envers la population.

Le Collège médical a dans ses attributions la surveillance du bon fonctionnement du système de santé luxembourgeois et il entend donc faire connaître sa position dans cette affaire.

III) Le Collège médical *propose* donc les modifications suivantes:

– Article unique: 1er alinéa pas de commentaire

1. Pas de commentaire

2. Art. 4 alinéa 1: L'ancien texte est à conserver, il n'y a qu'à y ajouter: „deux délégués de la Fondation Nationale Metz dont un médecin“

alinéa 3: pas de commentaire

alinéa 4: pas de commentaire

3. Art. 5 pas de commentaire

4. Art. 10 point 5 ajouter le libellé suivant: „La commission administrative veille à l'application du règlement grand-ducal du 22.8.2003 concernant le conseil médical des établissements hospitaliers.“

5. Pas de commentaire

6. Pas de commentaire

7. Pas de commentaire

8. Pas de commentaire

IV) *En résumé* le Collège médical est d'avis qu'il faut maintenir dans la commission administrative les 4 membres médecins prévus par la loi du 10.12.1975 et que parmi les 2 membres de la Fondation Norbert Metz il y ait au moins un médecin. Le rapport non-médecins/médecins serait alors de 10:5 de sorte que la voix de ces derniers, quoiqu'en minorité, aurait quand-même le poids nécessaire pour faire valoir leurs propositions.

Le Collège médical vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de sa parfaite considération.

Pour le Collège médical,

Le Secrétaire,
Dr Jean KRAUS

Le Président,
Dr Paul ROLLMANN

